

ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.186

Mis en ligne le 2 mai 2023

Arrêté de prescription de la procédure de déclaration de projet n° 1 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Rouen Normandie

Réalisation d'un pôle d'équipements

Commune de Saint-Martin-de-Boscherville

Le Président de la Métropole Rouen Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2131-1, L2131-2 et L.5217-2,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-54 à L153-59 et L300-6,

Vu la délibération du Conseil Métropolitain en date du 13 février 2020 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Métropole Rouen Normandie,

Vu la délibération du Conseil Métropolitain en date du 6 février 2023, approuvant la modification n°5 du PLU de la Métropole Rouen Normandie,

Vu l'arrêté en date du 8 novembre 2022, prescrivant le modification n°6 du PLU de la Métropole Rouen Normandie,

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article R 153-15 du code de l'urbanisme, la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité est menée par le président de l'organe délibérant,

CONSIDERANT la nécessité de procéder à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU conformément à l'article L300-6 du Code de l'Urbanisme en vue de permettre la réalisation d'un pôle d'équipement sur la commune de Saint-Martin-de-Boscherville comprenant :

- La construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours
- L'extension et la réhabilitation de la salle polyvalente existante

CONSIDERANT que la réalisation d'un pôle d'équipements relève de l'intérêt général dans la mesure où :

- la commune de Saint-Martin-de-Boscherville occupe une place stratégique dans le cadre du maillage local des centres d'incendie et de secours,
- la construction de la nouvelle caserne de pompiers permettra ainsi de gagner en efficacité lors leurs interventions,

ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.186

- la caserne existante est située en centre bourg sur une parcelle inadaptée (comprenant une aire de retournement de 255m² et un bâti de 82 m² au sol) qui ne permet pas d'envisager des travaux de mise aux normes.
- le site retenu pour construire la nouvelle caserne de pompiers est idéalement localisé en entrée de ville de la commune de Saint-Martin-de-Boscherville, en continuité de la zone d'habitat et à proximité immédiate de la route départementale n°67 desservants les communes de la boucle de Roumare,
- la réalisation de ce pôle d'équipement permet d'aménager l'entrée de ville de Saint- Martin-de-Boscherville tout en respectant la perspective en co-visibilité avec l'abbaye de Saint-Martin-de-Boscherville tout en participant au rayonnement culturel de la commune (accueil de manifestations, d'associations...)
- cette requalification de la salle polyvalente permet d'optimiser la desserte et les accès de la future caserne de pompiers et d'apporter une qualité paysagère des espaces extérieurs (plantation d'un verger, création de noues, parking végétalisé, ...)

CONDISERANT que le projet d'implantation du pôle d'équipement est situé en zone urbaine à vocation d'habitat (UBA2, 6258 m² et partiellement en zone naturelle NO, 2345 m²), soit une emprise totale de 8603 m²,

CONSIDERANT que l'objectif de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est de modifier le classement de la zone urbaine à vocation d'habitat (UBA2) et de la zone naturelle (NO), en zone urbaine d'équipements (UE),

CONSIDÉRANT que ce projet de pôle d'équipement s'inscrit dans les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU,

CONSIDÉRANT qu'une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sera organisée avec l'Etat, la Métropole Rouen Normandie, la commune de Saint-Martin-de-Boscherville et les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9,

CONSIDÉRANT que la déclaration de projet valant mise en compatibilité doit être soumise à enquête publique par le Président de la Métropole, en vertu de l'article L153-55 du Code de l'Urbanisme,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Il est prescrit la déclaration de projet n°1 emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Rouen Normandie,

ARTICLE 2 :

ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.186

La déclaration de projet porte sur la réalisation d'un pôle d'équipements sur la commune de Saint-Martin-de-Boscherville

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L 153-54 du Code de l'Urbanisme, le projet de mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet fera l'objet d'un examen conjoint qui donnera lieu à un procès-verbal. Celui-ci sera joint au dossier d'enquête.

ARTICLE 4 :

Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité comportant la notice de présentation, les pièces modifiées du PLU, l'avis de l'autorité environnementale et le procès-verbal de l'examen conjoint sera soumis à enquête publique selon les modalités fixées au sein de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique conformément aux articles L123-10 et R123-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 :

A l'issue de l'enquête publique, cette procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport et conclusion du commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, est approuvée au titre de l'article L153-58 du Code de l'Urbanisme par délibération du Conseil Métropolitain.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera exécutoire après transmission au représentant de l'Etat et publication sur le site internet de la Métropole, dans les conditions définies aux articles L2131-1 et L2131-2 du code général des collectivités territoriales.

À Rouen, le 02 MAI 2023

Pour le Président et par délégation

La Vice-Présidente


métropole
rouennormandie


Sylvaine SANTO



ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°PPAC 23.186

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Rouen 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification.

Reçu notification le :